

Concours : 2<sup>ème</sup> concours

Epreuve : Cas pratique de droit civil et de procédure civile

## CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Question 1

Le pacte civil de solidarité est un contrat conclu par deux personnes physiques majeures, de sexe différent ou de même sexe pour organiser leur vie commune (article 515-1 du code civil).

La notion de vie commune couvre autre une communauté d'intérêts et une résidence commune, une vie de couple (Cm. const. 9 novembre 1999). L'article 515-2 du code civil pose à peine de nullité un certains nombres d'incompatibilités notamment entre ascendant et descendant en ligne directe.

La procédure de formation du pacte civil de solidarité peut prendre deux formes en vertu de l'article 515-3 du code civil =

- soit par déclaration conjointe devant l'officier de l'état civil de la commune dans laquelle les personnes ont fixé leur résidence commune, par principe et sauf cas d'empêchement grave, à peine d'irrecevabilité les futurs partenaires produisant leur convention passée entre elles à l'officier de l'état civil qui la vise et la restitue. Il enregistre ensuite la déclaration et fait procéder aux formalités de publicité.
- soit par une convention passée par acte notarié, le notaire recueille la déclaration, enregistre le PACS et fait procéder aux formalités de publicité. Le PACS est tenu en marge de l'acte de naissance des partenaires.

Les conventions modificatives sont adressées à l'officier d'état civil ou au notaire qui a reçu l'acte initial aux fins d'enregistrement.

Les partenaires peuvent par convention choisir de se soumettre au régime de l'indivision concernant leurs biens (art. 515-5-1 code civil).



Le PACS se dissout, par le mort de l'un des partenaires, ou le mariage de l'un d'eux, la liquidation conjointe des partenaires ou décision unilatérale.

L'aggravation des effets du PACS, il génère un certain nombre d'obligations légales :

- avoir une vie commune (article 515-4 code civil)
- obligation d'une aide matérielle, proportionnelle à leurs facultés respectives, sauf convention contraire, et à une assistance réciproque.
- ils sont solidairement tenus à l'égard des tiers des dettes contractées par l'un d'eux pour les besoins de la vie courante, exception faite des dépenses manifestement excessives et sous certaines conditions prévues à l'article 515-4 du code civil pour les achats à tempérament et les emprunts.

Sauf convention contraire, le régime des biens des partenaires est celui de la séparation de biens. Chaque un conserve l'administration, la jouissance et la libre disposition de ses biens personnels. Ils sont tenus seuls des dettes personnelles nées avant ou pendant le PACS. Ils peuvent convenir cependant par convention de soumettre les biens acquis durant le PACS au régime de l'indivision. (article 515-5 et 515-5-1) sous réserve des dispositions de l'article 515-5-2 du code civil.



## Question 2

1 - Sur la juridiction compétente, Monsieur B souhaite obtenir le paiement des améliorations apportées à l'immeuble. Il s'agit d'une action personnelle mobilière.

En vertu de l'article 211-3 du code de l'organisation judiciaire, le tribunal judiciaire statue dans les matières pour lesquelles la compétence n'est pas expressément <sup>attribuée</sup> à une autre juridiction en raison de la nature de la demande. L'article 1136-1 du code de procédure civile donne compétence exclusive au juge aux affaires familiales concernant notamment la liquidation et le partage des intérêts patrimoniaux des personnes liées par un PACS.

Les sommes demandées s'inscrivent dans le cadre de la rupture d'un PACS et donc de la liquidation des intérêts patrimoniaux. La juridiction compétente est donc le juge aux affaires familiales du lieu de résidence du parent avec lequel résident habituellement les enfants mineurs ou du lieu où réside celui qui n'a pas pris l'initiative de la procédure (article 1070 du code de procédure civile) soit le juge aux affaires familiales du domicile de Madame D qui, qui la résidence principale de l'enfant <sup>commun</sup> a été fixée par décision de justice.

2 - Postérieurement à la dissolution du Pacs, soit après le 18 mai 2015, Monsieur B a réalisé un certain nombre de travaux entre 2015 et 2016 sur un immeuble à usage d'habitation appartenant à Madame D. et dont il demande le remboursement.

Comme fondement susceptible de prospérer, il convient d'embrancher la gestion d'affaire prévue à l'article 1301 du code civil. Ce quasi-contrat implique de la part du gérant l'accomplissement d'un acte juridique ou matériel, utile, dans l'intérêt d'autrui et réalisé spontanément c'est-à-dire indépendamment de toute obligation préexistante d'origine légale ou contractuelle. Du côté du bénéficiaire, celui-ci doit avoir été dans l'ignorance de l'acte ou ne pas s'y être opposé. La gestion d'affaire a les effets d'un quasi-mandat lorsque des conditions sont réunies et notamment fait obligation pour le gérant de



rembourser les dépenses faites dans son intérêt (article 1301-2 du code civil).

En l'espèce, Monsieur B a réalisé des travaux sur l'immeuble appartenant à Madame D alors qu'il n'y habitait plus et n'entretenait plus de vie commune avec elle. Les travaux apparaissent utiles (remplacement des chaudières des enfants, refaçon des peintures...) et Madame D ne semble pas s'y être opposée. Toutefois il demeure un doute sur l'opportunité de cette gestion au sens de la gestion d'affaire dans la mesure Madame D apparaissait en mesure d'assurer la gestion de son bien. Il n'est donc pas certain que ce fondement puisse valablement prospérer.

Subsidiairement, Monsieur B pourrait fonder son action sur l'enrichissement injustifié prévu à l'article 1303 du code civil. Ce quasi-contrat ne peut jouer que subsidiairement lorsque aucune autre action n'est ouverte ou se heurte à un obstacle de droit. (Article 1303-3 du code civil, article 1301-5 code civil). Il implique l'appauvrissement d'un patrimoine, et l'enrichissement d'un second patrimoine corrélatif. En outre, il ne doit exister aucune cause juridique, légale, conventionnelle ou judiciaire à ce mouvement de patrimoine.

En l'occurrence, Monsieur B a financé des travaux qui ont valorisé un bien appartenant en propre à un tiers. Son appauvrissement a donc eu pour effet direct d'enrichir le patrimoine de Madame D en valorisant son bien et en augmentant sa valeur.

Monsieur B semble donc pouvoir invoquer ce fondement de l'enrichissement injustifié au titre de son action.

3 - Concernant les sommes engagées durant le PACS, Monsieur B semble pouvoir fonder son action sur l'article 315-4 du code civil relatif aux effets patrimoniaux du pacs. Ce texte dispose que les partenaires sont tenus solidairement à l'égard des tiers des dettes contractées par l'un d'eux pour les besoins de la vie courante.

Or, en l'occurrence les travaux entrepris entre 2011 et 2014 concernaient la rénovation de la piscine



Concours : 2<sup>ème</sup> concours

Epreuve : Cas pratique de droit civil et de procédure civile

## CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



notamment la pose d'une étoffe de sécurité ce qui, compte tenu de la présence d'enfants, peut être considéré comme un besoin de la vie courante. Il demeure un doute toutefois quant au reste des travaux (réfection de la mangeoire, construction d'un abri en bois...) qui peuvent difficilement être qualifiés de nécessité de la vie courante.

Il peut également invoquer l'article 515-7 du code civil, qui permet aux putemais, lors de la dissolution du PACS, de demander la compensation des créances dont sont titulaires les putemais d'un emens l'autre avec les avantages que la putemaie évincière a pu tirer de la vie commune notamment en ne contribuant pas à hauteur de ses facultés aux dettes contractées pour les besoins de la vie courante. Les créances sont évaluées selon les règles prévues à l'article 1469 du code civil.

En l'espèce, il ne fait nul doute que les travaux de réfection de la piscine, sur un bien immobilier appartenant en propre à Madame D qui a procuré un avantage sur la vie commune en amélioration de confort de son habitation.

Enfin, Monsieur B peut invoquer l'article 515-4 alinéa 1 du code civil qui dispose que la contribution contractuelle d'aide matérielle des époux doit être proportionnelle à ses facultés respectives; dès lors que 'il ressort des faits que la situation est précaire, il peut invoquer le caractère excessif de cette contribution.



### Question 3

#### 1- Les moyens de fond.

A l'encontre d'une action fondée sur l'enrichissement sans cause, Madame D. peut invoquer

que l'appauvrissement de Monsieur B. a une cause dans une intention libérale, ayant exécuté ces travaux à titre gratuit, à son égard et à l'égard de ses enfants. Elle devra apporter la preuve de cette intention libérale.

Ce moyen résulte de la définition même de l'enrichissement injustifié posé par l'article 1303 du code civil.

L'existence des travaux effectués devant le PACS, elle peut invoquer que ces travaux d'un montant de 20 933,04 euros sont des dépenses manifestement excessives qui ne relèvent pas de la solidarité des parents pour les dettes contractées par l'un d'eux, en application de l'article 514-4 du code civil.

Elle peut également avancer qu'en vertu de l'article 515-5 du code civil, chaque parent reste seul tenu des dettes personnelles nées pendant le PACS.

#### Sur les moyens de forme.

Les travaux litigieux ont été réalisés entre 2011 et 2016. Il s'agit d'engager la fin de mon recevoir tiré de la prescription de l'action (article 122 du code de procédure civile).

Monsieur B. sollicite le remboursement d'une somme qu'il dit inclure à l'encontre de Madame D. Il s'agit d'une action personnelle mobilière.

L'article 2224 du code civil dispose que les actions personnelles ou mobilières se prescrivent par 5 ans à compter du jour où le titulaire d'un droit a connu ou aurait dû connaître les faits lui permettant de l'exercer.

L'article 2236 du code civil dispose que la

prescription ne court pas car est suspendue entre autres  
liés par un pacte civil de solidarité.

En l'espèce, le PACS a été dissous le 18 mai 2015.  
Le délai de prescription des travaux réalisés entre 2011 et  
2015 n'a donc commencé à courir qu'à cette date. Monsieur  
B avait connaissance de l'existence de son droit dès cette date.

En vertu des articles 2228 et 2229 du code civil, la prescription  
se compte par jours et est acquise lorsque le dernier jour  
du terme est accompli, soit en l'espèce le 18 mai 2020.

En conséquence, si l'action a été introduite postérieurement  
au 18 mai 2020, Madame D semble pouvoir valablement  
invoker la fin de non recevoir tirée de la prescription de  
l'action.

Elle peut être proposée en tout état de cause (article  
123 du code de procédure civile).

N°

8/...